



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>15598</b>	<b>De M. Jean-Luc Bleunven</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Finistère )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Affaires étrangères		<b>Ministère attributaire</b> > Affaires étrangères
<b>Rubrique</b> > politique extérieure	<b>Tête d'analyse</b> > Mali	<b>Analyse</b> > situation politique et militaire. attitude de la France.
Question publiée au JO le : <b>15/01/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>09/04/2013</b> page : <b>3775</b>		

### Texte de la question

M. Jean-Luc Bleunven attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des quatre otages français au Mali. En effet, l'ONU, à l'initiative de la France, a adopté une résolution de soutien à une force militaire d'intervention dans ce pays africain. En représailles, le nouveau chef d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) pour le sahel et le Sahara, Yahya Abou El Hamame, a affirmé qu'une intervention militaire dans le nord du Mali signerait « l'arrêt de mort des otages français ». Face à cette situation compliquée depuis le début de l'année et conscient de sa difficulté, il remercie le ministre de lui faire connaître sa position et la manière dont il compte s'y prendre pour éviter un drame.

### Texte de la réponse

Depuis le premier jour de cet enlèvement, sans relâche, les services de l'Etat se sont pleinement mobilisés pour parvenir à la libération des quatre otages au Mali (Thierry DOL, Marc FERET, Pierre LEGRAND, Daniel LARRIBE). Les familles sont régulièrement tenues informées par le centre de crise du ministère des Affaires étrangères de l'évolution des démarches entreprises par le gouvernement, en étroite concertation avec les services du ministère de la défense. Le ministre des Affaires étrangères a personnellement rencontré à plusieurs reprises les familles de chacun des otages et il leur a fait part de la détermination des autorités françaises à obtenir la libération de leurs proches. Le Président de la République les a également reçues à deux reprises. Il leur a expliqué le sens de notre intervention au Mali et a évoqué dans ce contexte la situation de nos compatriotes. Le gouvernement partage la peine des familles et est conscient des épreuves qu'elles traversent actuellement. Mais il est de son devoir, tout en les assurant de son total engagement à leurs côtés, de ne pas éluder le fait que la France ne doit pas se soumettre au chantage des ravisseurs. Comme elles, il est dans l'attente d'éléments nouveaux, et il estime que si les ravisseurs souhaitent faire passer un message, ils le feront.